

Dans le bulletin de juillet : Le Commissaire aux services en français Carl Bouchard a publié un rapport exhortant le gouvernement de l'Ontario à rendre la publicité extérieure bilingue, et plus

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)
[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)

[Click here to read the newsletter in English.](#)

BULLETIN DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO



Le Commissaire aux services en français exhorte l'Ontario à rendre sa publicité extérieure bilingue

Ici, là et partout

Comment nous avons aidé

Carrières

[Le Commissaire aux services en français exhorte l'Ontario à rendre sa publicité extérieure bilingue](#)



Le 12 juillet, le Commissaire aux services en français Carl Bouchard a publié un rapport exhortant le gouvernement de l'Ontario à rendre bilingue toute sa publicité extérieure, après que sa dernière enquête a révélé un manquement systématique aux obligations de la *Loi sur les services en français (LSF)* – même lorsqu'il s'agissait de communications importantes sur la santé publique.

L'enquête a examiné 17 campagnes publicitaires lancées par ou au nom du ministère de la Santé entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2023. Seules trois comportaient de la publicité extérieure en français. En conséquence, les francophones se sont retrouvé(e)s « sans l'information cruciale dont ils(elles) avaient besoin pour leur santé », écrit le Commissaire dans le rapport intitulé *Messages manqués*.

Le Commissaire Bouchard formule sept recommandations dans le rapport, notamment que le gouvernement utilise un format bilingue pour toute la publicité extérieure, afin de garantir que les messages soient diffusés partout dans la province en anglais et en français de manière équivalente et en même temps. La plupart des recommandations ont été acceptées, sauf les deux recommandations clés - rendre bilingue toute la publicité extérieure du gouvernement et mettre à jour les Lignes directrices en conséquence - sont toujours « en cours d'examen », a indiqué le Commissaire.

[Lire le rapport complet et les remarques du Commissaire](#)

[Ici, là et partout](#)

Promouvoir la fierté en juin et après



Juin est le Mois de la fierté en Ontario. Des membres du personnel d'Ombudsman Ontario ont eu l'honneur de célébrer la Fierté et de montrer leur appui, en tant qu'allié(e)s, en participant au Défilé de la Fierté de Toronto, à la fête de rue et à des événements pour soutenir les jeunes queers de Durham et de Toronto.

Notre Bureau s'emploie toute l'année à lutter pour la justice et l'égalité des personnes 2SLGBTQIA+.

Contacts avec les communautés autochtones



Les 16 et 17 juillet, le Cercle autochtone a donné une présentation au groupe de défense des enfants et des familles de Grassy Narrows de l'Asubpeeschoseewagong Netum Anishinabek (Première Nation de Grassy Narrows). Il a été question du travail de l'Unité des enfants et des jeunes et des autres services d'Ombudsman Ontario.

Les 19 et 20 juillet, des membres du Cercle autochtone ont assisté à un pow-wow de la Première Nation Wauzhushk Onigum (Première Nation de Rat Portage) pour donner de l'information sur notre travail, dont des brochures dans plusieurs langues autochtones.

Restez à l'affût : nous serons présents à d'autres rassemblements cet été, notamment au Gathering of Our People de la Première Nation crie de la Moose (du 30 juillet au 2 août) et à l'Anishnawbe Keeshigun (comprenant un pow-wow) à Thunder Bay les 17 et 18 août.



Liens avec les jeunes et les fournisseurs de services

Dans le dernier mois, le personnel de l'Unité des enfants et des jeunes a discuté avec divers fournisseurs de services et étudiant(e)s en protection de l'enfance. Quand nous nous adressons à ces groupes, nous leur expliquons les droits des jeunes pris(es) en charge et comment les jeunes et les adultes préoccupé(e)s peuvent communiquer avec nous.

Le 9 juillet, des membres de l'Équipe de Sensibilisation 2ELGBTQIA+ ont visité la YMCA Sprott House, qui offre hébergement et refuge aux jeunes à risque de 16 à 24 ans, pour parler de notre mandat et de notre travail et remettre des brochures aux jeunes et au personnel.

Le 18 juillet, nous nous sommes adressés aux étudiant(e)s du cours « Residential Services: Continuum of Care » de l'Université Trent pour leur expliquer comment nous pouvons voir au traitement équitable des enfants pris(es) en charge.

Le 24 juillet, nous avons parlé au personnel de BridgeNorth, un organisme offrant des programmes aux jeunes victimes de traite des personnes et d'exploitation ou à risque de l'être. Nous avons mis l'accent sur notre rapport d'enquête [*Disparue dans l'indifférence : L'histoire de Misty*](#), qui révèle comment plusieurs organismes de protection de l'enfance n'ont pas su protéger une jeune fille autochtone vulnérable à leur charge. Les 58 recommandations de l'Ombudsman destinées aux organismes concernés ont été acceptées.

Directions d'école et équité

Le 7 juillet, l'avocate principale Robin Bates a donné une présentation virtuelle à de futures directions d'école et à d'autres leaders administratifs(ves) du Programme menant à la qualification d'agente ou agent de supervision. Elle a expliqué comment notre Bureau aide les conseils scolaires à régler les plaintes et à améliorer la gouvernance.

[Cliquez ici pour en savoir plus sur la surveillance que nous exerçons sur le secteur de l'éducation publique de l'Ontario.](#)

Comment nous avons aidé



[Zoom sur la zone](#)

Une propriétaire nous a contacté(e)s lorsque les terrains entourant sa maison sont passés de zone agricole à zone industrielle. Elle disait que la municipalité n'avait pas consulté les résident(e)s avant de prendre cette décision et que les évaluations environnementales appropriées n'avaient pas été réalisées.

RÉSULTAT : Nous avons contacté les responsables municipaux(ales), qui ont accepté de parler à la résidente pour répondre à ses questions. Après avoir discuté avec notre personnel, la femme a communiqué avec le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs au sujet des évaluations environnementales manquantes. Lorsque nous avons fait un suivi auprès de la propriétaire, elle nous a dit que le Ministère lui avait donné raison et qu'il en avait parlé directement à la municipalité.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons aidé des Ontariennes et des Ontariens à régler leurs problèmes



Transferts en série

Une francophone de l'est ontarien nous a contacté(e)s pour nous partager son expérience alors qu'elle avait été témoin d'une situation pendant un séjour dans un camping. Elle souhaitait que la police intervienne parce que quelques individus semblaient embêter des personnes âgées. Elle a alors contacté le détachement local de la Police provinciale de l'Ontario (PPO) ainsi que le 911. Elle nous dit avoir subi de l'attente quand elle a demandé à avoir les services de la police en français. Le personnel du 911 la transférait au détachement local de la PPO où elle était mise en attente et ensuite transférée vers une messagerie vocale sans qu'elle puisse parler à quelqu'un. Nous avons soulevé ces deux enjeux auprès de la PPO et du ministère du Solliciteur général.

RÉSULTAT : À la suite de notre intervention, la PPO a créé, pour les appels 911, une plateforme téléphonique séparée spécialement dédiée aux appels en français. La PPO a également révisé son processus et a apporté des changements sur la version française du message automatisé des appels en attente du 911 et de la ligne téléphonique du détachement local. La femme nous a remercié(e)s de notre intervention.

En savoir plus sur l'Unité des services en français, qui répond aux questions et reçoit les plaintes concernant les services en français



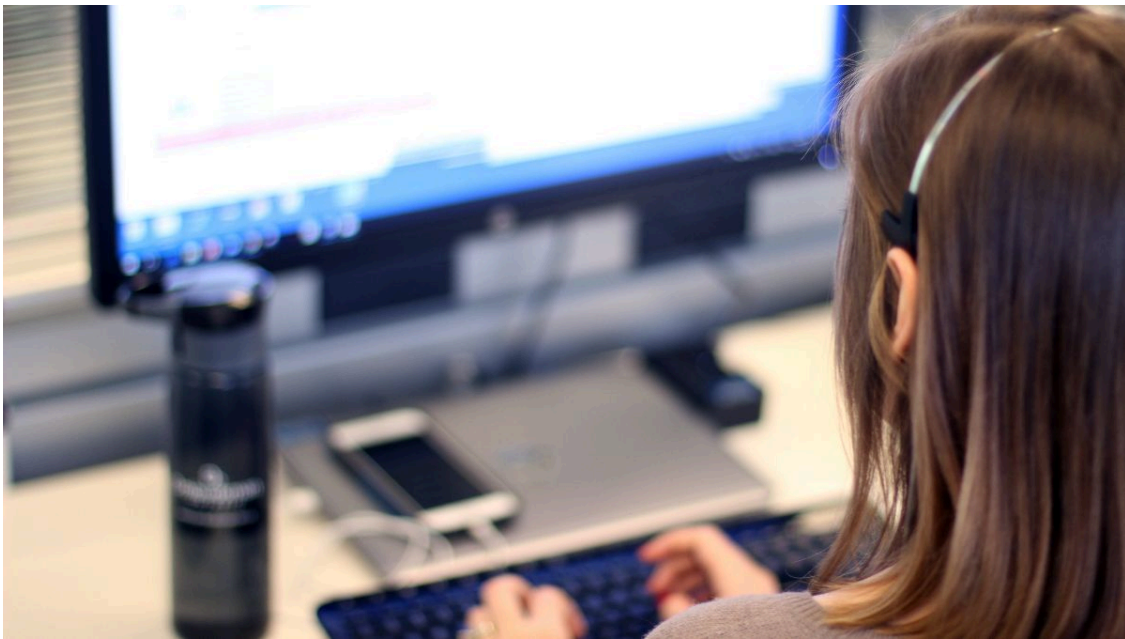
[À vos marques, prêts – recommencez](#)

Trois mois après son 18e anniversaire, un jeune nous a raconté qu'il avait été forcé à demander l'aide sociale parce qu'il n'avait jamais été inscrit au programme « À vos marques, prêts, partez », qui aide les jeunes à faire la transition vers la vie autonome. Il nous a dit avoir signé une entente sur les services volontaires pour les jeunes (ESVJ) par l'intermédiaire de sa société d'aide à l'enfance (SAE), dont on lui avait expliqué qu'elle lui permettrait également de recevoir de l'argent. Toutefois, il venait d'apprendre que cette entente n'avait jamais été approuvée.

RÉSULTAT : Nous avons contacté des cadres de la SAE, qui ont examiné le dossier de l'adolescent. Ces personnes ont confirmé que le jeune avait effectivement droit aux fonds de l'ESVJ et lui ont remis un chèque immédiatement. Elles se sont également assurées qu'il était inscrit à un programme de soutien continu dont il pourrait bénéficier jusqu'à ses 26 ans.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons apporté notre aide pour régler des questions ou des problèmes concernant des enfants et des jeunes

[Carrières](#)



Nous continuons d'embaucher du personnel, et sommes actuellement à la recherche d'[un\(e\) Gestionnaire des technologies de l'information](#) et d'[un\(e\) Spécialiste des Talents et de la Culture](#)!

Voici ce que nous offrons :

- Travail collaboratif et passionnant avec des collègues exceptionnel(le)s dévoué(e)s au service du public
- Programme complet de prestations de soins de santé, soins dentaires et soins de la vue
- Congé payé de maternité et parental généreux
- Milieu de travail hybride, avec des bureaux au centre-ville, directement sur la ligne de métro
- Engagement à l'équilibre entre travail et vie personnelle
- Régime de pension à prestations déterminées par l'entremise de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario
- Opportunités de formation continue et de développement professionnel

POSTULER MAINTENANT

Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. Les enquêtes de l'Ombudsman ont profité à des millions d'Ontariennes et d'Ontariens et ont déclenché de vastes réformes, notamment l'amélioration du dépistage des maladies chez les nouveau-nés, le renforcement du régime de loterie, l'amélioration du suivi des prisonniers placés en isolement.

Le travail de l'Ombudsman de l'Ontario s'effectue sur les territoires autochtones traditionnels de la province que nous appelons maintenant l'Ontario, et nous sommes reconnaissant(e)s de pouvoir travailler et vivre sur ces territoires.

Copyright © 2024 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?
Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).

This email was sent to <<Courriel>>
[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)
Ombudsman Ontario · 483 rue Bay, 10e étage, Tour Sud · Toronto, ON M5G 2C9 · Canada